

COUP D'OEIL

économique



Centrale des syndicats
du Québec



Finances publiques

À quoi s'attendre de la CAQ ?

Après quinze ans pratiquement ininterrompus de gestion des finances publiques par le Parti libéral du Québec, à quoi devons-nous nous attendre sous un gouvernement de la Coalition avenir Québec (CAQ) ?

La CAQ au pouvoir : attention à la pensée magique !

De tous les grands partis en lice lors des élections générales de 2018, la CAQ était celui ayant la vision la plus opposée à l'action de l'État. Dès la première phrase de son cadre financier, le ton a été donné : « Le gouvernement du Québec dépense l'équivalent de 26 % de son PIB par rapport à 20 % pour la moyenne des provinces canadiennes¹. »

Or, la CAQ a omis de mentionner que le Québec retourne, par de généreux transferts aux ménages québécois², des sommes considérables pour répartir davantage la richesse. Elle n'a également pas soufflé mot sur le fait que les services publics offerts à la population sont plus généreux chez nous qu'ailleurs au pays. Les services éducatifs à la petite enfance en sont un bel exemple. Ces généreux transferts et nos services publics accessibles expliquent aussi en partie pourquoi les inégalités sont moins fortes au Québec que dans les autres provinces canadiennes et, de façon plus large, en Amérique du Nord.

¹ COALITION AVENIR QUÉBEC (2018). *Faire plus. Faire mieux.*, Cadre financier, septembre, p. 3.

² Les transferts aux ménages, ce sont toutes les sommes que le gouvernement retourne aux ménages sous forme de prestation ou de crédit d'impôt (allocation de soutien aux enfants, prime au travail, crédit pour la solidarité, etc.).

La CAQ promet de « dépenser mieux », soit de maintenir et d'améliorer l'offre de services publics, tout en réduisant les impôts et les dépenses publiques. Son objectif : réaliser 1,5 milliard de dollars d'économie avec la mise en œuvre des quatre mesures suivantes :

- Amélioration de la gestion en informatique : -210 millions de dollars
- Attrition dans l'administration publique : -381 millions de dollars
- Meilleurs approvisionnements : -590 millions de dollars
- Évaluation de programmes : -300 millions de dollars

Après une dizaine d'années de compressions et d'efforts au sein de l'appareil gouvernemental pour renouer avec l'équilibre budgétaire, cette stratégie du « faire plus avec moins » relève de la pensée magique. Concrètement, dans plusieurs ministères et organismes, « dépenser mieux » rimera avec « dépenser moins ».

Le tableau I présente l'évolution des dépenses de missions prévues au cadre financier de la CAQ pour les quatre prochaines années. En Éducation et Culture et en Santé et Services sociaux, on note que :

- Les taux de croissance des missions semblent suffisants pour couvrir les augmentations salariales et les besoins découlant de la hausse de la population (ce qu'on appelle cout de reconduction des programmes gouvernement ou cout de système).
- Les autres missions devront composer avec une réduction absolue des dépenses de 0,2 % dès la première année et des hausses se situant entre 0,2 % et 1,1 % au cours des trois années suivantes. Il s'agit de niveaux nettement insuffisants pour couvrir les couts de système.

Lorsque l'on estime l'effort qui sera demandé à l'ensemble des ministères et des organismes, selon l'évolution prévue des couts de système et les dépenses de missions totales prévues dans le cadre financier de la CAQ (tableau II), on remarque que :

- Des compressions (entre 765 et 1 365 millions de dollars) devront être effectuées annuellement, si la CAQ garde le cap sur son plan d'austérité.
- Le cadre financier prévoit des surplus budgétaires chaque année du mandat (entre 40 et 953 millions de dollars).
- Le manque à gagner net serait plus faible si les surplus étaient réinvestis dans les services.

TABLEAU I
ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE MISSIONS SELON LE CADRE FINANCIER DE LA CAQ (EN MILLIONS DE DOLLARS)

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Santé et Services sociaux	42 020	43 743	45 532	47 398	49 367
Variation	4,5 %	4,1 %	4,1 %	4,1 %	4,2 %
Éducation et Culture	23 907	24 728	25 632	26 530	27 483
Variation	4,5 %	3,4 %	3,7 %	3,5 %	3,6 %
Autres missions	33 093	33 024	33 180	33 089	33 550
Variation	5,9 %	-0,2 %	0,5 %	0,2 %	1,1 %
Provision au Fonds de suppléance	359	300	300	300	300
Total des dépenses de missions	99 379	101 795	104 644	107 317	110 700
Variation	5,4 %	2,4 %	2,8 %	2,6 %	3,2 %

Source : COALITION AVENIR QUÉBEC (2018). *Faire plus. Faire mieux.*, Cadre financier, septembre, p. 8 et calculs CSQ.

TABLEAU II
MANQUE À GAGNER AUX DÉPENSES DE MISSIONS SELON LE CADRE FINANCIER DE LA CAQ (EN MILLIONS DE DOLLARS)

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Total des revenus consolidés	113 865	117 573	120 950	124 502
Variation	3,0 %	3,3 %	2,9 %	2,9 %
Cout de reconduction des programmes gouvernementaux (Cout de système)	- 102 630	- 105 409	- 108 677	- 112 045
Variation	3,3 %	2,7 %	3,1 %	3,1 %
Dépenses de missions dans le cadre stratégique CAQ	- 101 795	- 104 644	- 107 317	- 110 700
Variation	2,4 %	2,8 %	2,6 %	3,2 %
Manque à gagner	-835	-765	-1 360	-1 346
Solde budgétaire prévu	40	316	889	953
Manque à gagner net	-795	-449	-471	-393

Sources : COALITION AVENIR QUÉBEC (2018). *Faire plus. Faire mieux.*, Cadre financier, septembre, p. 8. QUÉBEC. MINISTÈRE DES FINANCES (2018). *Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec*, p. B.27 et calculs de la CSQ pour les années 2021-2022 et 2022-2023.

Des marges budgétaires suffisantes

Le Québec dispose de marges de manœuvre suffisantes pour financer adéquatement – voire bonifier – les services à la population et pour éviter le recours aux mesures d'austérité. Pensons aux surplus budgétaires prévus ainsi qu'aux sommes importantes accumulées dans la réserve de stabilisation, un coussin financier totalisant 6,2 milliards de dollars constitué en y versant les surplus budgétaires des dernières années.

De plus, la croissance économique du Québec s'annonce plus forte que prévu en 2018, ce qui générera des revenus additionnels pour l'État. Suivant les quatre premiers mois de l'année financière 2018-2019, le gouvernement a dégagé un surplus de 1,4 milliard de dollars après les versements au Fonds des générations. Toutefois, le cadre financier de la CAQ prévoit seulement un surplus de 40 millions de dollars.

D'autres marges budgétaires potentielles, qui dépendent de choix politiques, s'ajoutent également aux marges de manœuvre actuelles. Pensons, notamment :

- ▶ aux sommes importantes versées dans le Fonds des générations, qui pourraient être réduites ;
- ▶ aux sommes remises aux contribuables sous forme de baisses d'impôt au cours des dernières années³.

Le gouvernement Legault possède donc des marges de manœuvre suffisantes pour hausser substantiellement le financement des services publics et éviter une nouvelle ère de rigueur budgétaire.

³ Les baisses d'impôt décrétées par le gouvernement Couillard privent aujourd'hui l'État québécois de plus de 4 milliards de dollars par année.



Les priorités de la CAQ

Parmi les principaux engagements de la CAQ, on compte la réduction des taux de taxe scolaire et la hausse des allocations familiales. Ces deux mesures – qui représentent à elles seules 55 % du coût des engagements du parti –

constituent une réduction significative des contributions fiscales (tableau III). Les priorités de la CAQ semblent donc être davantage ancrées dans les baisses d'impôt que dans le réinvestissement dans les services publics.

TABLEAU III
COUTS DES ENGAGEMENTS DE LA CAQ (EN MILLIONS DE DOLLARS)

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Réduction des taux de taxe scolaire	175	350	525	700
Allocation familiale	191	382	572	763
Élimination de la contribution additionnelle pour garde d'enfants	40	80	120	160
Prématurerelle 4 ans	62	124	187	249
Une heure de plus par jour au secondaire	31	62	124	124
Dépistage précoce des troubles d'apprentissage	40	40	40	40
Soutien pour les parents d'enfants lourdement handicapés	22	22	22	22
Maisons des aînés	0	0	74	245
Service de maintien à domicile	200	200	200	200
Aide pour les proches aidants	21	40	74	93
TOTAL	812	1 382	2 020	2 678



Trois constats sur le cadre financier de la CAQ

1 L'austérité et les compressions s'annoncent, dès le prochain budget, pour l'ensemble des ministères et des organismes, à l'exception des secteurs de l'éducation et de la santé. Pour atteindre ses objectifs de dépenses, le gouvernement Legault s'engage à réduire le personnel de la fonction publique de 5 000 postes. Compte tenu des restrictions budgétaires auxquelles ont été soumis l'ensemble des ministères et des organismes depuis bientôt dix ans, la prétention de pouvoir offrir le même niveau et la même qualité de service, avec des ressources en moins, paraît irréaliste.

2 Le gouvernement de la CAQ poursuivra la réduction de la taille de l'État avec de nouvelles baisses d'impôt. À elle seule, la réduction de la taxe scolaire entrainera une baisse des revenus d'environ 700 millions de dollars annuellement qui s'ajoute, ne l'oublions pas, à celle de 700 millions déjà octroyée par le gouvernement Couillard. Il faudra également s'attendre à d'autres réductions d'impôt afin de satisfaire la base partisane du parti au pouvoir.

3 Il existe actuellement des marges de manœuvre budgétaires suffisantes pour financer adéquatement les services publics. Il faudra convaincre la CAQ et la population qu'il est plus avisé d'utiliser les marges budgétaires existantes afin d'offrir des services publics de qualité à la population québécoise plutôt que des baisses d'impôt tous azimuts.

Du changement dans la continuité

Si le goût du changement explique le choix électoral de la population du Québec, force est de constater que ce n'est pas en matière de finances publiques que le changement souhaité se concrétisera. Le gouvernement Legault poursuivra sensiblement la même politique que le gouvernement Couillard : des mesures d'austérité et des compressions pour octroyer de nouvelles baisses d'impôt.

Toutefois, contrairement au mantra du gouvernement Couillard en 2014, l'austérité à laquelle la CAQ nous convie n'a rien à voir avec la nécessité de renouer avec l'équilibre budgétaire. Les marges budgétaires qui existent actuellement sont amplement suffisantes pour financer adéquatement les services à la population et les programmes sociaux.



Centrale des syndicats
du Québec

lacsq.org